



Appui à la Gestion des  
Connaissances (AGC)  
Direction de la Stratégie  
Département de la Recherche  
5, rue Roland Barthes  
75012 Paris / France  
www.afd.fr

**Dans ce numéro**

**DEFIS MONDIAUX**

- Certification forestière
- NTIC

**GEOGRAPHIES**

- Nigeria
- Tunisie

**ORGANISATIONS**

- OCS
- Banques

**DEBATS SUR L'AIDE** ■ Development Aid at a Glance ■ The Least Developed Countries Report 2007 ■ Refonder l'aide de la France au développement.

**A NE PAS MANQUER** ■ L'épuisement de la terre : l'enjeu du XXI<sup>e</sup> siècle ■ Hot Chocolate: How Cocoa Fuelled the Conflict in Côte d'Ivoire ■ Le bonheur est-il dans le prêt ? Non, semble répondre la Chine.

**Editorial**

## La faim justifie les moyens

**Des manifestations de masse contre le prix des tortillas à Mexico**, des conflits liés au rationnement de la nourriture au Bengale-Occidental, des émeutes suite à la hausse du prix des céréales au Sénégal, en Mauritanie, du Bangladesh à l'Afrique du Sud, une crise politique en Haïti, une marche d'enfants au Yémen, 90 % de la population dans l'incapacité de se nourrir en Sierra Léone : la liste s'allonge chaque jour des témoignages de l'aggravation de la crise alimentaire mondiale. On évalue à 100 millions le nombre de personnes aujourd'hui menacées par la faim.

La communauté internationale, alertée, s'est réunie pendant trois jours au siège de la FAO à Rome, contrainte de s'attaquer dans l'urgence à un problème qui dépasse en gravité toutes les prévisions.

**Regrets**

On peut se féliciter du fait que ce Sommet extraordinaire ait débouché sur la promesse faite par les donateurs de mettre en place des fonds d'urgence dotés d'environ 5 milliards de dollars. Ce qui signe la reconnaissance d'un des droits humains fondamentaux, le droit à l'alimentation. On peut en revanche regretter que le principe du moratoire sur les carburants, réclamé à cors et à cris par les ONG n'ait pas été retenu. Car cette crise résulte largement de la flambée des cours du pétrole et de la hausse vertigineuse des cours des matières pre-

mières enregistrée depuis un an, découlant de l'engouement pour les biocarburants qui a pour effet une explosion de la spéculation.

On peut regretter surtout, qu'en raison de « divergences profondes », n'est pas été tranchée la question de la protection des productions agricoles locales.

Ce sommet était pourtant l'occasion de s'intéresser enfin aux causes sous-jacentes de la crise.

Au moment où le monde subit le troisième choc pétrolier, cette crise oblige à faire le constat que des dizaines d'années de libéralisation et de dumping n'ont fait qu'augmenter la dépendance des pays pauvres vis-à-vis des importations alimentaires ainsi que leur vulnérabilité face aux chocs. C'est ce que semble avoir compris la Banque mondiale qui se dit désormais convaincue de la nécessité d'encourager les pays pauvres à aller vers une forme d'autosuffisance alimentaire.

Jacques Diouf rappelle que la FAO avait chiffré à 1,7 milliard de dollars les besoins pour venir en aide aux agriculteurs frappés par l'augmentation du prix des intrants.

Pour réussir à nourrir le monde, il faut de toute urgence réinvestir massivement dans l'agriculture vivrière. Faute de quoi les Objectifs du Millénaire risquent de demeurer lettre morte.

## Défis mondiaux

# Certification forestière

### L'ouvrage

#### Exploitation et gestion durable des forêts en Afrique centrale : la quête de la durabilité

Nasi, R., 2007, L'Harmattan, 404 p. - Cote L2.035

Depuis une dizaine d'années, l'exploitation et la gestion durable des forêts de l'Afrique centrale sont principalement abordées au travers de la promotion de l'aménagement forestier. Cette nouvelle démarche « d'aménagement » s'écarte des pratiques minières utilisées jusqu'alors dans l'exploitation du bois d'œuvre et s'inscrit dans une application du concept de développement durable aux massifs forestiers. Cet ouvrage présente un état des lieux de la gestion des forêts et des concessions forestières dans les pays d'Afrique centrale membres de l'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT). Cette étude confirme que déjà près de 30 millions d'hectares sont engagés dans un processus d'aménagement forestier durable. Elle essaie d'apporter des éléments de réponse aux questions suivantes : à la lumière des premières expériences, quelle lecture critique peut-on faire de la « démarche d'aménagement forestier » telle qu'elle existe actuellement ? Quelles améliorations pourrait-on lui apporter ?

### Le rapport web

#### Dossier sur la certification forestière

Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement, 2007, 20 p.

La demande de produits issus de forêts certifiées (PFC) est en pleine croissance, tirée par les politiques d'approvisionnement public et de responsabilité sociale des entreprises. Les PFC portent des labels indiquant qu'ils proviennent de forêts qui répondent aux standards de gestion durable des forêts (GDF). Les consommateurs pourront trouver des labels sur les produits finaux et les fabricants pourront vérifier la source au moyen de certificats de traçabilité (certificat de chaîne d'approvisionnement et de transformation). La superficie des forêts certifiées a augmenté

de plus de 12 % depuis 2005, atteignant ainsi 270 millions d'hectares au milieu de l'année 2006, soit environ 7 % du couvert forestier mondial (estimé par la FAO à 3,9 milliards d'hectares). Cela représente un accroissement important par rapport à 1993, date d'issue du premier certificat de gestion forestière par le Forest Stewardship Council (FSC). Bien que la raison première à la certification soit la déforestation non contrôlée dans les tropiques, en pratique, la certification se limite essentiellement aux forêts tempérées et boréales de l'hémisphère Nord et aux pays développés. Plus de la moitié des forêts certifiées du monde se trouve en Amérique du Nord ; environ un tiers se situe en Europe (UE / AELE). Beaucoup moins de forêts tropicales sont certifiées selon des systèmes de certification internationalement reconnus (les forêts tropicales ne représentant que 1 % de la superficie forestière certifiée par ces systèmes). De plus, une large part des forêts tropicales certifiées par ces dispositifs indépendants sont des plantations. Le manque de certification pour les forêts naturelles peut empêcher l'accès aux marchés qui requièrent de telles certifications pour les produits issus des forêts tropicales naturelles.

### L'article

#### Des initiatives volontaires privées : la certification forestière

Gueneau, S. ; Cashore, B., Regards sur la terre 2008, pp. 203-215

Face aux lacunes et aux insuffisances des initiatives publiques devant la dégradation continue des forêts tropicales, de nouvelles formes de régulation privées ont émergé au début des années 1990. Portés par le secteur privé et les ONG, ces dispositifs reposent sur un système de certification de la gestion forestière. Quelles sont les incidences et la portée de ces dispositifs privés ? Quels sont leurs impacts sur la préservation de la biodiversité ? Cette nouvelle approche peut-elle combler le manque d'initiatives gouvernementales et limiter la déforestation ?

# Défis mondiaux

## NTIC

### L'ouvrage

#### Le sommet mondial sur la société de l'information et après ? Perspectives sur la cité globale

Mathien, M. ; Amador-Bautista, R. ; Pisanty-Baruch, A. ; Arboit, G., Bruylant, 439 p. - Cote O3.017

Le Sommet Mondial sur la Société de l'Information a eu lieu. Sous l'égide de l'ONU et en deux phases. La première à Genève, du 10 au 12 décembre 2003, et la seconde à Tunis, du 16 au 18 novembre 2005. La plupart des États y ont participé avec la « société civile ». Si la « réduction de la fracture numérique » entre pays du Nord et pays du Sud en a été la motivation première, les questions posées par l'essor des technologies de l'information et de la communication (TIC) n'ont pas manqué. Le SMSI a aussi mis en évidence les mutations sociales et culturelles qui découlent des TIC et de leurs usages les plus divers, ainsi que leurs enjeux économiques croissants aux conséquences insuffisamment mesurables en l'état actuel. Dès lors, au-delà d'un idéal d'accessibilité pour tous à l'échelle planétaire, les problèmes en perspective dépassent les seules relations Nord-Sud. Et la question de l'après se pose ! Le but n'est-il pas de mieux comprendre les fondements de la Cité globale en construction ? Les représentants des États au SMSI ont fixé une échéance pour un premier bilan.

### Le rapport web

#### Les technologies de l'information et de la communication dans l'éducation en Afrique subsaharienne : du mythe à la réalité. Le cas des écoles de formation des enseignants au Burkina Faso

Tiemtore, Z., 2007, Université de Rennes 2 ; Université de Ouagadougou, 215 p.

Cette thèse vise à explorer les enjeux de l'intégration des technologies de l'information et de la communication dans le domaine de l'éducation en Afrique subsaharienne. L'approche à orientation sociopolitique contribue à mettre en valeur les différentiels entre les discours d'acteurs

### L'AGENDA

- 3-4 juin 2008 - Forum OCDE : Changement climatique, prospérité, stabilité, Paris France
- 3-5 juin 2008 - Conférence sur la sécurité alimentaire mondiale : les défis du changement climatique et des bioénergies, FAO, Rome, Italie
- 10-11 juin 2008 - Assemblée générale de haut niveau sur le VIH-sida, New-York, USA
- 17 juin 2008 - Journée mondiale de la lutte contre la désertification et la sécheresse, Nations unies
- 19 juin 2008 - Journée de l'OIE, programmation et gestion financière des investissements dans les services eau et assainissement, Paris, France
- 23-27 juin 2008 - conférence internationale sur le VIH-sida, dans des contextes d'urgence, de conflit, et de post-conflit, Nairobi, Kenya
- 23-25 juin 2008 - Sommet des villes mondiales, Singapour

sociaux et les pratiques effectives sur le terrain. L'étude est centrée sur l'intégration des technologies dans la formation des enseignants d'un pays pauvre où le taux d'analphabétisme est important : le Burkina Faso. Ce travail tente de montrer qu'une intégration des TIC en éducation, dont l'objectif déclaré est de résoudre des difficultés d'ordre structurel, institutionnel et pédagogique et de réduire l'écart socio-économique avec les pays industrialisés, constitue une utopie au stade actuel du développement du Burkina Faso. Une utopie basée sur une interprétation mythique des technologies.

### L'article

#### Vox populi : la Revue économique au crible d'Internet

Caro, J.-Y., Revue économique, n° 59, 2008, 20 p.

Internet bouleverse les modes traditionnels de la communication scientifique. Dans ce nouveau paysage, quel est le lectorat d'une publication comme la Revue économique ? Une conséquence de sa mise en ligne est la possibilité de découvrir certaines des caractéristiques réelles de la demande d'articles. C'est cette information que l'auteur cherche à caractériser en étudiant les statistiques de consultation des articles de la Revue économique sur la base Cairn au cours de l'année universitaire 2006-2007. Elle permet d'éclairer la pluralité des rôles actuels de la Revue économique dans le champ scientifique francophone.

# Géographies

## Nigeria

### L'ouvrage

#### Les Africaines dans le développement au Nigeria

Peretu, B.-T., 2006, L'Harmattan, 244 p. - **Cote PNG.015**

Après avoir rappelé la situation des femmes nigérianes aux époques précoloniale et coloniale, l'auteur montre que la problématique des femmes en rapport avec le développement était quasi inexistante, voire impensable au Nigeria comme dans d'autres parties des pays du Sud. Ce n'est qu'à partir de la deuxième décennie (1970-1980) des Nations Unies pour le développement que la cause des femmes est devenue une préoccupation majeure. Suite à cela, le gouvernement nigérian a mis en œuvre le Better Life Programme et le Family Support Programme, deux programmes destinés à intégrer les femmes du milieu rural dans une dynamique socio-économique. Pour comprendre l'influence de ces programmes sur les femmes, des questions se posent : bénéficient-elles vraiment de ces programmes ? Ces programmes permettent-ils aux femmes du milieu rural d'accroître le partage équitable du pouvoir ? L'auteur nous permet de saisir les transformations survenues au sein de la société nigériane modifiant les rapports sociaux et les modes de prise de décisions. Cet ouvrage offre une vision macroéconomique du Nigeria et d'autre part, microéconomique en regardant comme étude de cas les coopératives de femmes Tiv.

### Le rapport web

#### Les hydrocarbures au Nigeria et la redistribution de la rente pétrolière

Sebille-Lopez, P., 2007, 157 p.

Ce document propose d'étudier les modalités de la redistribution de la rente pétrolière, notamment les confrontations institutionnelles pour son contrôle entre les trois niveaux de pouvoir de la Fédération : gouvernement fédéral, États fédérés et gouvernements locaux. Cette compétition a progressivement conduit le pouvoir fédéral à remplacer les règles et principes en vigueur qui visaient à renforcer l'autonomie financière et le développement des régions à l'indépendance, par un « fédéralisme fiscal cen-

tralisé » basé précisément sur la redistribution de la rente pétrolière. Dans les faits, la région pétrolière du Delta, bien qu'à l'origine de cette manne, et le troisième niveau de gouvernement constitué par les gouvernements locaux, ont été souvent les laissés pour compte de cette redistribution imparfaite. Si la rente pétrolière a toujours été au centre de la vie politique nigériane, elle est aussi de plus en plus au cœur des revendications dans les neuf États pétroliers du Delta, surtout depuis le retour de la démocratie en 1999. Si depuis cette date des modifications sont bien intervenues dans la redistribution en leur faveur, on verra cependant qu'elles sont loin de tout régler.

### L'article

#### Perspectives économiques en Afrique : Nigeria 2007

Organisation de coopération et de développement économiques / Banque Africaine de Développement, 2007, 15 p.

Ces dernières années, l'économie nigériane a profité de la flambée des cours mondiaux du pétrole et des gains d'efficacité résultant des réformes. Le taux de croissance du PIB en volume est ressorti en moyenne à 6 % sur la période 2002-2006. Cependant, après avoir culminé à environ 10 % en 2003, la croissance du PIB en volume a ralenti à 6,5 pour cent en 2005 et à 5,3 % en 2006, en raison de perturbations dans la production pétrolière du delta du Niger. Toutefois, la croissance du secteur non pétrolier est encourageante : le PIB non pétrolier en volume a progressé de 8,9 % en 2006 et de 8,6 % en 2005. En revanche, la production pétrolière s'est contractée de 4,7 % en 2006, après une croissance très modeste (0,5 %) en 2005. La croissance devrait rebondir à 7 % en 2007, essentiellement grâce à l'accélération de la production pétrolière, permise par le retour au calme dans le delta du Niger et la majoration prévue des investissements publics dans les infrastructures. En 2008, la croissance devrait renouer avec sa moyenne récente d'environ 6 pour cent, sous l'effet de la stabilisation de la production pétrolière.

# Géographies

## Tunisie

### L'ouvrage

#### Les entrepreneurs tunisiens : la difficile émergence d'un nouvel acteur

Nabli, R., 2008, L'Harmattan, 431 p. - Cote PTN.014

La question des liens des entrepreneurs avec l'Etat se pose. Malgré une autonomie relative à l'endroit de l'Etat, il reste peu aisé pour les entrepreneurs de se constituer en véritable acteur social disposant de suffisamment de poids pour dicter à l'Etat une nouvelle orientation politique compatible avec leurs intérêts spécifiques. Leur dynamisme est indéniable, mais il n'existe aucune solidarité collective, chacun agissant selon son appartenance régionale...

### Le rapport web

#### Country Report Tunisia

The Economist Intelligence Unit, 2008, 23 p.

Dans son rapport mensuel de mai 2008, The Economist Intelligence Unit livre une analyse très synthétique mais relativement complète de la situation économique en Tunisie. Ce document a été rédigé dans un contexte politique et économique conditionné par la flambée des cours mondiaux des produits alimentaires et du pétrole. Le rapport fait mention du contexte de politique intérieure et de la place de la Tunisie dans les relations internationales. Il aborde la croissance économique, la politique monétaire, l'inflation et le taux de change vu l'affaiblissement du dinar par rapport à l'euro, « devise majeure » pour les échanges extérieurs. En effet, les revenus du secteur des exportations risquent de connaître un ralentissement important en 2008. Par ailleurs, l'accent est mis sur le dispositif que le Gouvernement tente de mettre en place pour atténuer les effets d'une inflation trop importante mettant en danger les équilibres macroéconomiques et le pouvoir d'achat de la population. Toutefois, l'économie continue d'enregistrer des résultats positifs mais de manière plus lente qu'en 2007. L'on trouve également, en annexe, un certain nombre de

### L'AGENDA

- 9-13 juin 2008 - Conférence internationale sur l'exploitation minière et le développement durable, SERE CIFE, Conakry, Guinée
- 11-12 juin 2008 - Trade Facilitation : Challenges and Opportunities for Southern and Eastern Africa, OCDE, Le Cap, Afrique du Sud
- 22-23 juin 2008 - Forum des autorités locales et régionales de la Méditerranée, organisé par la Commission Méditerranée de CGLU, Marseille, France
- 25-28 juin 2008 - Conférence internationale sur les ressources en eau et le climat en Afrique, Kampala, Ouganda
- 27 juin 2008 - Chinese Seminar on Promoting Environmental Conduct, OCDE, Paris, France

tableaux statistiques et des graphiques illustrant les données économiques les plus significatives entre 2003 et 2007 plus une projection à l'horizon 2009.

### L'article

#### Processus de libéralisation et dynamiques de l'emploi des femmes en Tunisie

Gana, A., Autrepart, n° 43, 2007, pp. 57-72 - Cote ART.331

Malgré des avancées notables dans les domaines de la législation et de l'éducation, le taux d'activité des femmes tunisiennes n'a évolué qu'à un rythme très lent au cours des trois dernières décennies, traduisant un accès difficile au marché de l'emploi. Les femmes sont également plus fortement et plus durablement touchées par le chômage et sont davantage concernées par l'emploi saisonnier et les bas salaires. Par ailleurs, les restructurations économiques et l'ouverture des marchés affectent plus particulièrement les secteurs où se concentre l'emploi des femmes. Les dynamiques en cours mettent en évidence l'extrême vulnérabilité de l'emploi des femmes aux chocs économiques liés à la libéralisation, ainsi qu'une fragilisation des positions acquises dans le secteur des services publics. Face à l'afflux massif des femmes sur le marché de travail, les politiques publiques se révèlent peu à même de contribuer à leur meilleure insertion à la vie économique.

# Organisations

## OCS

### L'ouvrage

#### Vladimir Putin and Central Asia: the Shaping of Russian Foreign Policy

Jonson, L., I. B Tauris, 2004, 256 p. - Cote ZSC.002

Chercheur au Swedish Institute of International Affairs, Lena Jonson livre une analyse détaillée de la politique russe à l'égard de l'Asie centrale et des pays de la région (Afghanistan, Tadjikistan, Ouzbékistan, Turkménistan et Kirghizistan). Moscou est à la recherche d'une stratégie lui permettant de renforcer son influence traditionnelle dans une région soumise à de fortes tensions étrangères et, en retour, de favoriser ses positions sur la scène internationale. La première partie de l'ouvrage propose une analyse historique en rappelant que l'expansion en Asie centrale s'est faite sous l'impulsion d'Alexandre Gorchakov, ministre des Affaires étrangères sous Alexandre II, dans un contexte de perte d'influence de la Russie sur la scène européenne (à la suite du traité de Paris de 1856). La deuxième partie de l'ouvrage porte sur la politique que V. Poutine s'est efforcé de mettre en œuvre. Elle repose sur un principe - la contribution de la Russie à la sécurité des pays de la zone - et un outil - l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), axée sur la lutte contre le terrorisme, la drogue et le crime organisé. Moscou cherche parallèlement à réactiver les structures antiterroristes élaborées dans le cadre de la Communauté des États indépendants (CEI), et surtout à associer la Chine par le biais de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS).

### Le rapport web

#### The Shanghai Cooperation Organization at 5: Achievements and Challenges Ahead

Huasheng, Z., Central Asia Caucasus Institute / Silk Road Studies Program, 2006, 19 p.

Au cours des cinq dernières années, l'Organisation de coopération de Shanghai a réussi à relever le défi que posaient les rapides mutations de l'environnement de la

sécurité internationale. L'organisation a fait des progrès notoires sur le plan institutionnel en développant notamment un cadre conceptuel, en cultivant une image positive, et en développant des capacités institutionnelles, tout en établissant des relations avec des partenaires extérieurs. Cependant, l'OCS demeure sous-développée. En particulier, elle subit la contrainte du manque de ressources ; la coopération économique entre les Etats membres demeure limitée ; son statut ne fait qu'émerger et l'interaction au niveau de la base non-gouvernementale n'est pas établie. Pour permettre à l'OCS de consolider sa position dans la région, il faut qu'elle améliore son cadre de développement, qu'elle détermine son champ d'action, qu'elle s'attaque aux questions économiques et de sécurité, qu'elle relève les défis de géopolitique et de stabilité régionale, qu'elle cultive davantage ses relations avec l'extérieur et qu'elle clarifie la question de l'élargissement.

### L'article

#### La Chine et l'Asie centrale

Niquet, V., *Perspectives chinoises*, n° 96, 2006, 14 p.

En dépit de la fin de la guerre froide et de l'éclatement de l'URSS, l'Asie centrale constitue toujours un élément essentiel de la stratégie de sécurité de la République populaire de Chine. Cette stratégie établit un continuum entre sécurité intérieure et sécurité extérieure et a connu un processus d'évolution depuis la mise en place d'une stratégie d'influence au lendemain de l'indépendance des nouvelles républiques jusqu'à l'adaptation pragmatique à l'évolution du contexte international après les attentats du 11 septembre. L'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) apparaît comme l'instrument de cette stratégie flexible d'adaptation dont la dimension économique et énergétique est aujourd'hui devenue essentielle.

# Organisations

## Banques

### L'ouvrage

#### La guerre mondiale des banques

Plastre, O., PUF, 2007, 94 p. - Cote E3.197

Santander-Abbey, Unicredito-HVB, BNP Paribas-BNL. Demain ABN Amro. La recomposition du paysage bancaire européen s'accélère. Dans quelques années, il ne restera plus qu'une dizaine de banques véritablement européennes. Mais n'est-il pas déjà trop tard pour l'Europe ? Les banques américaines disposent aujourd'hui d'une force de frappe financière qui leur permet, avec quelques trimestres de profit, de faire main basse sur la banque européenne. Les banques japonaises sortent de leur crise. Les banques chinoises accumulent des réserves qui feront d'elles, demain, des prédateurs à l'échelle mondiale. L'industrie bancaire mondiale va se recomposer dans les cinq ans qui viennent. Quelle sera la place des banques françaises dans ce jeu de go ? Ce livre essaie d'apporter plusieurs éléments de réponse à une question dont dépend le financement même de l'économie de notre pays.

### Le rapport web

#### Finance et délocalisation

Revue d'économie financière, n° 90, octobre 2007, 284 p.

Externalisations et délocalisations financières sont abondamment étudiées dans ce numéro, dont l'objectif est de mieux comprendre la géographie mondiale des places financières. Les forces à l'oeuvre sont remarquablement analysées par la contribution de Gunther Capelle-Blancard et Yamina Tadjeddine. Les deux chercheurs montrent comment l'utilisation des nouvelles technologies de communication déplace les activités financières des centres-ville vers les périphéries pour les activités de soutien à la finance (back-office), et comment les activités à haute valeur ajoutée seront touchées à l'avenir par des délocalisations liées à des mouvements de spécialisation régionale des places financières, en particulier en Europe. Nombre de contributions prédisent une accélération des délocalisations d'activités financières, en grande partie en

### L'AGENDA

- 9-11 juin 2008 - ABCDE, Banque mondiale, Cap Town, Afrique du Sud
- 13-14 juin 2008 - Réunion des Ministres des finances du G8, Osaka, Japon
- 16-27 juin 2008 - Conseil d'Administration PNUD/FNUAP, Genève, Suisse
- 29 juin-2 juillet 2008 - XVIIIème Congrès sur la sécurité et la santé au travail, BIT, Séoul, République de Corée
- 1-2 juillet-Réunion annuelle - Banque des règlements internationaux (BRI), Basel, Suisse
- 1-4 juillet 2008 - Sommet international des entreprises spécialisées dans d'eau et le développement, Saragosse, Espagne

faveur de l'Inde, ce que confirme, vu du côté indien, l'analyse de Jean-Joseph Boillot, si tant est que l'offre indienne d'éducation arrive à suivre la demande mondiale. (Christian Chavagneux-Alternatives économiques).

### L'article

#### Un milliard de clients potentiels pour les banques

Sinha, J. ; Piacsek, W. ; Subramanian, A. ; Pickman, M., Problèmes économiques, n° 2943, 2008, pp. 38-41

L'exclusion d'un nombre considérable d'individus des systèmes bancaire et financier dans les pays en développement (PED) reste une préoccupation majeure pour les gouvernements de ces pays. Un tiers seulement des populations indienne et chinoise, par exemple, a recours au secteur bancaire formel. Si la microfinance a permis de lutter contre l'exclusion bancaire, un milliard de personnes resterait encore en dehors de tout système de financement formel, ce qui représente autant de « consommateurs bancaires » potentiels. Une étude du Boston Consulting Group, menée en 2007, montre qu'actuellement un des problèmes essentiels demeure celui de l'accessibilité au système bancaire en raison de la faiblesse d'implantation des réseaux commerciaux dans la plupart des pays du Sud. Gagner la confiance des futurs clients et développer de nouveaux canaux de diffusion de l'offre bancaire - les boutiques et les postes pourraient notamment servir de relais pour les retraits et les prêts - sont ainsi devenus les principales missions des banques implantées dans les PED.

## Débats sur l'aide

### L'ouvrage

#### **Development Aid at a Glance 2007**

OCDE, 2007, 155 p. - Cote R3.169

Cet ouvrage propose des statistiques sur les différents aspects de l'aide au développement dans le monde. Quarante tableaux et graphiques couvrant des sujets tels que les tendances des bailleurs et des bénéficiaires de l'aide et la distribution de l'aide par secteur sont offerts pour chaque continent, ainsi que des textes courts qui visent à présenter les principaux aspects de l'aide spécifique à chaque région. Un accent particulier est mis sur les secteurs de l'éducation, de la santé et de l'eau, domaines en lien étroit avec les Objectifs du Millénaire.

### Le rapport web

#### **The Least Developed Countries Report 2007**

United Nations Conference on Trade and Development, 2007, 221 p.

Ce rapport est centré cette année sur l'apprentissage technologique et l'innovation. Il tente dans un premier temps de montrer en quoi ces derniers peuvent jouer un rôle important pour le développement des pays les moins avancés. Il milite en faveur de politiques nationales capables de promouvoir l'apprentissage technologique et l'innovation. Il aborde la question de la propriété intellectuelle et autres mécanismes d'incitation. Il s'intéresse à la question de la migration internationale des personnes qualifiées et consacre un dernier chapitre à l'apprentissage technologique en lien avec l'aide au développement.

### L'AGENDA

- 12 juin 2008 – Architecture de l'aide – financement du développement, Friends of Europe, Bruxelles, Belgique
- 13-14 juin 2008 - WIDER Conference on Country Role Models for Development Success, Helsinki, Finlande
- 17-18 juin 2008 - Conférence MFW4A, Multi bailleurs, Accra, Ghana
- 30 juin 2008 - Réunion du Comité directeur du Centre de développement, Paris, France
- 2-3 juillet 2008 - Réunion plénière du Groupe de Travail sur l'efficacité de l'aide, OCDE, Paris, France

### L'article

#### **Refonder l'aide de la France au développement**

Berthelot, Y., Economie et humanisme, n° 382, 2007, pp. 80-84

Aider peut servir les intérêts du donneur, mais ne peut en faire l'objet. Légitimer l'aide par son retour, c'est risquer de mal aider. Les exemples abondent. La France est l'un des pays dont la part de l'aide bilatérale dans l'aide totale est élevée et certains proposent de l'augmenter encore, sous prétexte que le retour sur investissement des aides qui transitent par Bruxelles, l'ONU ou la Banque mondiale diminue. C'est renoncer à toute influence alors que, plus que jamais, la mondialisation demande d'être présent et actif là où se façonnent les idées et les consensus.

# A ne pas manquer

## L'ouvrage

### L'épuisement de la terre : l'enjeu du XXI<sup>e</sup> siècle

Nahon, D., Odile Jacob, 2008, 235 p. - Cote L2.031

Et si le véritable risque n'était pas le réchauffement climatique ? Et si c'était l'épuisement de la terre ? Comment nourrir dix milliards d'individus avec des sols surexploités ? L'auteur sonne l'alarme. Les sols, soubassements féconds des civilisations humaines, s'érodent plus vite qu'ils ne se reconstituent. Ils sont la peau de la Terre. Les argiles, une poussière de minéraux, les recouvrent d'une fine pellicule. Et nous la sollicitons de plus en plus, jusqu'à la maltraiter. La vie pourra-t-elle continuer à y puiser ses aliments ? Tel est l'enjeu crucial de ce livre. qui nous rappelle que nous sommes avant tout des Terriens.

## Le rapport web

### Hot Chocolate: How Cocoa Fuelled the Conflict in Côte d'Ivoire

Global Witness, 2007, 72 p.

En 2006, la Côte d'Ivoire comptait pour environ 40 % de la production mondiale de cacao. Le cacao est la principale ressource économique du pays, représentant en moyenne 35 % de la valeur totale des exportations ivoiriennes, soit environ 750 milliards de CFA par an (1,4 milliard de dollars US). Sur une population totale de 16 millions, 3 à 4 millions de personnes travaillent dans la filière cacao. Environ 10 % du cacao du pays est cultivé dans la zone contrôlée par les rebelles au nord du pays ; le reste est cultivé dans la zone sud, qui est contrôlée par le gouvernement. Le présent rapport - le premier que Global Witness consacre à la filière cacao en Côte d'Ivoire - rend compte, d'une part, de la façon dont les revenus dégagés du commerce du cacao ont contribué à financer le conflit armé et, d'autre part, des opportunités d'enrichissement dont ont bénéficié le gouvernement et les FN, à travers des pratiques corrompues et l'utilisation abusive des bénéfices du cacao, et qui continuent de compromettre la résolution de la crise.

## L'article

### Le bonheur est-il dans le prêt ? Non, semble répondre la Chine

Pairault, T., Autrepart, n° 44, 2007, pp. 63-76

La limitation des risques financiers et/ou microfinanciers est avant tout une question d'institutions et de « culture financière ». Les difficultés de la Chine à réformer son système financier le prouvent à l'envi. Faute de prévoir le nantissement de certains biens ou d'en autoriser la constitution en sûretés, c'est la pratique même du prêt qui s'en trouve restreinte et, partant, faute de tempérer le risque, c'est l'esprit d'entreprise qui freine le droit chinois. Certains pourtant tentent, à leurs dépens, de surmonter ces obstacles. C'est ce que rappelle « l'affaire Sun Du » qui sert ici d'introduction avant que soit étudiée la loi chinoise sur les sûretés, que soient examinées la question de la solidarité et celle des communautés de crédit, que soit exposé le dilemme du créancier prisonnier de sa créance et, enfin, que soient évoquées des voies « populaires » chinoises traditionnelles.

## Au sommaire du prochain numéro

- DEFIS MONDIAUX : tourisme durable, économie de rente
- GEOGRAPHIES : Afrique de l'Est, Algérie
- ORGANISATIONS : décentralisation, BID

Cette revue mensuelle des publications sur le développement a pour ambition de donner chaque mois, de façon synthétique, un écho particulier aux contenus scientifiques et techniques des principales revues et publications mondiales traitant les différentes dimensions du développement. Cette revue s'attache notamment à la restitution des contenus publiés par les éditeurs et revues suivantes et n'engage donc pas la responsabilité de l'AFD :

A propos Africa confidential • African business magazine • African review of money finance and banking • Afrique agriculture • Afrique éducation • Aghrymet • Bulletin Alter-agri • Alternatives économiques • Alternatives internationales • Arabies • Archimède et Léonard • Les carnets de l'Aitec • Ashgate • Assexport • Autrepart • Aventure au XXème siècle • Banque magazine • Bois et forêts des tropiques • Bulletin de l'Union européenne • Bulletin d'informations économiques et commerciales Nigéria • Bulletin du club du Sahel • Bulletin du Conseil général du Gref • Bulletin du Fmi • Bulletin du Parlement européen • Bulletin économie solidaire Ires • Bulletin Medcoop • Bulletin mensuel de la Commission des opérations de bourse • Bulletin Objectif Terre • Bulletin officiel de la Banque de France • Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission d'Outre-mer (leom) • Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission des Dom (ledom) • Bulletin tropical Cahiers/agriculture • Les Cahiers de l'Ifri • Les Cahiers de l'Outre-mer • Les Cahiers d'études et de recherches francophones • Cambridge Journal of Economies • Choix • La chronique Amnesty International • Commerce international du bois • Le Courrier de la planète • Le Courrier des Pays de l'est • Le Courrier du maire • Critique internationale • Déchets, sciences et technique • Diagonflash • Dialogue • Eau potable • Ecoliers du monde • Economia • Economica • Economie et humanisme • Economie et prévision • Economie et sociétés • Economie et statistique • Economie internationale • L'Economie politique • Economie rurale • Energie plus environnement et techniques • L'Environnement magazine, décision environnement • Revue études • Les études de la Dgcid • Etudes foncières • L'Expansion Management Review • Eyrolles • Faim et développement magazine • Far Eastern Economic Review • Finances et développement • Bulletin d'information forêt méditerranéenne • Forum du commerce international • Fraternelle • Fruitrop • Gafi - bulletin d'informations • Géopolitique • Gérer et comprendre - annales des mines • Grain de sel • Gret • L'Harmattan • Health Policy and Planning • Hérodote • Hommes & migrations • Hydro plus magazine • Industry and Environment • Infosuma • Insee première • International Rubber Digest • IRD • Journal des Communautés européennes • Journal of African Economies • Journal of Microfinance • Khartala • Lettre Africa Energy Intelligence • Lettre d'information de l'Adea • Lettre d'information de l'Eadi • Lettre de conjoncture Bnp Paribas • Lettre de la profession bancaire • Lettre de l'Atibt • Lettre de l'Isted • Lettre de l'Océan indien • Lettre de Profession politique • Lettre de transparence • Lettre du blanchiment • Lettre du Cean • Lettre du Cepii • Lettre du Sahel • Lettre Gereso • Lettre mensuelle d'Equilibre et populations • Lettre mensuelle leom • Lettre mensuelle ledom • Liaisons énergies francophonie • Litec • Maghreb sélection • Marchés des céréales • Marchés du riz • Le Marin • Middle East Economic Digest • Mining journal • Le Moci • Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment • Nord- Sud Export • Les Notes bleues de Bercy • Note de conjoncture de l'Insee • Notes et études documentaires • Notes rapides de l'aurif • Les Nouvelles calédoniennes • Les Nouvelles d'Addis • Nouvelles de l'Uit • Nouvelles du sud • Nouvelles économiques et financières de Tunisie • Les Nouvelles de l'Office international de l'eau • L'Observateur de l'Ocde • Observations et diagnostics économiques • Ocde • Oil World • Option finance • Péninsule • Perspectives de l'alimentation Fao • Perspectives économiques de l'Ocde • Pétrole & gaz informations • Peuples en marche • Politique africaine • Politique étrangère • Problèmes économiques • Repères émergents • Revue Cambodge actualités • Revue d'économie du développement • Revue d'économie financière • Revue d'économie industrielle • Revue d'économie politique • Revue de la stabilité financière • Revue des concessions et délégations de service public • Revue des transports urbains • Revue des questions humanitaires • Revue du Trésor • Revue économique et sociale • Revue humanitaire • Revue Tiers monde • Rice Situation and Outlook Report • Santé et travail • Savings and Development Sciences • Journal sécheresse • Small Enterprise Development Journal • Sociétal • Sugar and sweetener • Syfia international • Systèmes solaires • Techniques financières et développement • Techniques culturelles simplifiées • Transports urbains • Transport international Urbanisme • Vietnam Investment Review • Villes en développement • Vivre autrement • World Bank Economic Review • World Bank Research Observer • World Development • World Economic and Financial Surveys • World Economic Outlook.

**Directeur de la publication :** Jean-Michel SEVERINO

**Responsable de la rédaction :** Véronique SAUVAT

**Coordination :** Sylvie SCIANCALEPORE, Véronique SAUVAT

**Réalisation :** Hadj LAKHAL, Daniel LAMORLETTE, Chantal SARALLIER, Sylvie SCIANCALEPORE

**Graphisme :** Solange Münzer • **Saisie/mise en page :** Francine GILBERT

ISSN 1776-1069

Pour contacter RCH/AGC : 01 53 44 36 43